Pays de l'Est

Où en est la « transition » au capitalisme ?

par Bernard Louvel

Lorsque le système politique et économique des pays de l'Est européen s'est effondré il y a une dizaine d'années, la mondialisation dans le monde capitaliste commençait à franchir une nouvelle étape. L'enjeu n'était pas seulement de sortir ces pays de leur modèle étatiste. La rénovation et la restructuration de l'ensemble de la société auraient pu les orienter vers une nouvelle voie. Mais avec le nouvel ordre mondial il s'agissait de les insérer dans la mondialisation en les engageant dans la voie du capitalisme.



Pour beaucoup d'anciens « soviétiques » la déception a souvent succédé à l'espérance.

Dans le système du « socialisme réel » la propriété des biens était largement étatique. L'économie restait administrée par le plan malgré diverses réformes pour assouplir les mécanismes de régulation. La stabilité des prix était maintenue par des masses de subventions alors qu'en contrepartie le calcul économique était négligé. Une protection sociale avancée reposait sur une forte participation budgétaire et celle des entreprises. Dans l'ensemble le modèle n'avait pas pu intégrer une croissance intensive et son développement reposait encore sur une croissance extensive dont les limites poussaient à la crise. Le niveau élevé d'investissement ne sortait pas les économies de l'Est d'une faible productivité du capital et du travail.

« Thérapie » de choc ou « gradualisme »?

La base du rétablissement du capitalisme était le passage à l'économie de marché. Dès lors s'élaborent des théories de la transition et des méthodes guidées par des directives et les aides de l'OCDE, du FMI, de la Banque Mondiale, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (la BERD est créée en 1990).

Les théories de la transition toutes inspirées de l'ultralibéralisme opposent en principe deux démarches : celle de la thérapie de choc et celle du gradualisme. La première sera défendue par Jeffrey Sachs, professeur à Harvard et conseiller de Solidarité en Pologne. Le ministre des finances polonais, Balcerowicz, reprendra ce programme qui consiste à introduire en bloc une série de mesures de façon à entraîner un changement irréversible du nouveau système social. La stratégie gradualiste consiste en une démarche évolutive laissant coexister plan et marché et étalant dans le temps les conséquences sociales de la transition. Dans la pratique l'application de l'une ou l'autre stratégie dépendait des résultats aux élections des nouvelles forces politiques. Les thérapies de choc furent rapidement imposées à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à la CEI, en Lettonie et en Estonie. Le gradualisme fut appliqué en Roumanie et en Lituanie. Comme l'aide du FMI était conditionnée à la privatisation et au retour du capitalisme les conséquences furent semblables : une récession sérieuse et la chute du niveau de vie.

Les premières mesures adoptées furent la libération des prix et des

plans de stabilisation , mesures qui avaient été inaugurées par la Yougoslavie dès 1989. Les prix furent plus ou moins rapidement détaxés et les subventions diminuées ou supprimées pour la plupart des biens et services. Il s'en est ensuivi des variations annuelles de l'indice des prix à la consommation considérables dans les pays de la CEI jusque vers 1996, importantes dans les pays baltes de 1991 à 1995, sensibles dans les pays d'Europe centrale et orientale de 1991 à 1994. Depuis l'inflation n'est pas pour autant maîtrisée dans la plupart de ces pays mais ramenée, sauf en Roumanie, en Biélorussie et au Tadjikistan à des taux de 10 à 20% en 1998.

Les plans de stabilisation visaient à contrôler ou bloquer les salaires en désindexant les salaires nominaux par rapport à l'inflation, voire en pénalisant les entreprises accordant des hausses de salaires jugées trop importantes. Les salaires réels chutèrent alors que dans le même temps le système de protection sociale était démantelé.

La grande braderie des privatisations

Des politiques budgétaires et monétaires restrictives furent en effet parallèlement menées pour réduire la demande globale. Outre les réductions ou suppressions de subventions, les dépenses budgétaires sociales furent sévèrement ponctionnées. La population perdit le bénéfice de services publics à faible frais ou même gratuits dans des domaines aussi divers que l'enseignement, la santé, le logement, les transports publics et divers services sociaux et de loisirs. L'âge de la retraite fut reculé.

Le rétablissement du capitalisme impliquait la transformation de la propriété publique en propriété privée des moyens de production, de crédit et d'échange. Ce fut l'objet d'une grande braderie dans un climat de corruption, d'accaparement et de vol déguisé dans le cadre d'une législation plus ou moins précise et respectée.

La restitution des biens expropriés à leurs anciens propriétaires ou à leurs descendants, pour la plupart des exilés, fut la plus mauvaise des solutions menant à des imbroglios juridiques interminables. Les contestations possibles et l'incertitude sur le sort de ces biens ont freiné les investissements. Seuls quelques pays comme la Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont procédé à la restitution des biens industriels. La restitution des terres agricoles a été plus facilement admise.

Quant à la privatisation par création de nouvelles entreprises ou par cession d'actifs publics, la distinction s'est rapidement opérée entre la « petite privatisation » et la « grande privatisation ». La petite privatisation s'est appliquée dans le secteur des services, de la petite production et de l'artisanat, dans le commerce. Les techniques utilisées ont surtout été la location-vente et la mise aux enchères.

La grande privatisation s'est heurtée au manque de capitaux internes aggravé par la baisse brutale des revenus d'une grande partie de la population et par la fuite des capitaux accumulés par les nouveaux riches et les milieux maffieux, plus empressés de se lancer dans la spéculation internationale ou d'acquérir des biens au soleil de la Côte d'Azur que d'investir dans les entreprises nationales. En conséquence les réformes structurelles ont été limitées dans les secteurs lourds de l'économie, qui ont conservé largement leur appareil productif d'antan.

Plusieurs méthodes ont été employées : ventes directes, appels d'offres et adjudications. Des entreprises ont aussi été rachetées par les cadres et salariés. La privatisation de masse a été la plus répandue : elle consiste à transférer à la population des actifs de l'Etat à titre gratuit ou à bas prix matérialisés sous la forme de coupons. Ce procédé a permis de privatiser rapidement de nombreuses entreprises. Son grave inconvénient est de ne pas apporter de fonds à ces entreprises et donc de ne pas aider à leur modernisation. Par ailleurs, ce type de privatisations ne rapporte rien ou pas grand chose à l'Etat.

La restructuration financière des banques s'est accompagnée de la création de bourses de valeurs qui ont cependant un rôle limité dans la mobilisation de l'épargne. En Russie se sont développés des groupes industriels et financiers où se mêlent capitaux publics et privés et qui regroupent des entreprises commerciales et industrielles, des banques et des organismes publics. Les groupes se sont constitués à partir de prêts accordés à l'Etat par les banques en échanges d'actions dans des entreprises fournies à titre de garantie et dont elles sont devenues propriétaires en cas de non-remboursement. Il s'est créé ainsi une oligarchie financière et industrielle ayant des liens étroits avec le personnel au pouvoir. Plus que d'une nouvelle voie rejetant le système soviétique sans s'engager dans une voie capitaliste il s'agit d'une forme de capitalisme monopoliste d'Etat, phase de transition vers la constitution de multinationales avec appel de participations étrangères.

La privatisation au stade actuel a abouti à des résultats inégaux selon les pays. Dans les pays d'Europe centrale et orientale la part du secteur privé dans le PIB varie de 50% en Bulgarie à 80% en Hongrie, dans les pays baltes de 60% en Lettonie à 70% en Estonie et Lituanie, dans les républiques de Yougoslavie de 35% en Bosnie Herzégovine à 55% en

Tableau 1 : Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation dans les économies en transition (1990-1998)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Bulgarie	50,6	338,5	91,3	72,9	96,2	62,1	123,1	1 082,6	22,2
Hongrie	28,9	35,0	23,0	22,6	19,1	28,5	23,6	18,4	14,2
Pologne	585,8	70,3	45,3	36,9	33,2	28,1	19,8	15,1	11,7
République tchèque	9,7	56,6	11,1	20,6	10,0	9,1	8,9	8,4	10,6
Roumanie	5,1	170,2	210,7	256,2	137,1	32,2	38,8	154,9	59,3
Estonie	18,0	202,0	1 078,2	89,6	47,9	28,9	23,1	11,1	10,6
Lettonie	10,9	172,2	951,2	109,1	35,7	25,0	17,7	8,5	4,7
Lituanie	9,1	216,4	1 020,5	410,1	72,0	39,5	24,7	8,8	5,1
Biélorussie	5,5	98,6	971,2	1 190,9	2 219,6	709,3	52,7	63,9	73,2
Russie	5,3	100,0	1 528,7	875,0	309,0	197,4	47,8	14,7	27,8
Ukraine	5,4	94,0	1 209,6	4 734,9	891,2	376,7	80,2	15,9	10,6

Source : Commission économique pour l'Europe, Nations Unies

Slovénie. Dans les pays de la CEI, le pourcentage varie de 20% en Biélorussie à 70% en Russie.

L'insertion des PECO dans la mondialisation capitaliste

La libéralisation et la privatisation préparaient l'insertion des économies de l'Est dans la mondialisation. Pour les milieux d'affaire occidentaux celles-ci offraient de nouveaux marchés potentiels et une masse de main d'oeuvre qualifiée à bon marché utilisable notamment dans la sous-traitance. Pour les nouveaux régimes les investissements étrangers compensaient le manque interne de capitaux.

Les modes d'investissement sont prioritairement en Russie les sociétés conjointes. Dans l'exploitation du gaz et du pétrole des formules de partage de production sont utilisées. Par contre dans les PECO les acquisitions et les prises de participation dans les activités de production industrielles sont privilégiées. Les secteurs concernés sont surtout la chimie, les télécommunications, l'informatique et la distribution. L'industrie automobile est plutôt exploitée sous forme de joint-ventures mais on y rencontre aussi la création de filiales.

Les PECO ont plus attirés les investissements directs étrangers que la CEI. Les flux nets d'investissements directs étrangers sont passés dans les PECO et les Etats baltes de 3 154 millions de dollars en 1992 à 16 083 en 1998 et dans la CEI de 871 millions de dollars à 5 088. Les prévisions pour 1999 font état dans l'un et l'autre cas d'une diminution de ces flux. Les flux d'investissements directs étrangers paraissent faibles par rapport aux flux mondiaux mais si, dans la CEI, ils restent marginaux encore que concentrés dans quelques secteurs-clés, dans d'autres pays d'accueil ils sont loin d'être négligeables : en 1997, les montants totaux d'IDE représentent 39,3% du PIB de la Hongrie ; 13,7% de celui de la République tchèque ; 12,5% de celui de la Bulgarie ; 11,5% de celui de la Pologne.

Quels que soient les plans de stabilisation – thérapie de choc ou gradualisme – et le rythme des privatisations, chacun des pays de l'Est est entré dans une phase de récession brutale. On assiste à une chute de la production industrielle comme de la production agricole. Le produit intérieur brut s'effondre jusque vers 1993 dans les pays d'Europe centrale et orientale pour se relever ensuite, mais seules la Pologne et la Slovénie dépassent leur niveau de 1989 – avec respectivement des indices de 118 et 103 en 1998 (par rapport à 1989 prise comme base 100). La Slovaquie se retrouve à 100, la République tchèque à 97, la Hongrie à 95 la Roumanie à 78, la Bulgarie à 66. L'indice des pays baltes varie de 77 pour l'Estonie à 58 pour la Lettonie.



Les « thérapies de choc » ont fortement réduit le pouvoir d'achat des populations.

Dans les pays de la CEI, la situation est plus catastrophique. Aucun n'a rattrapé son niveau de PIB de 1989. L'Ouzbékistan se place en tête avec un indice de 88, la Géorgie et la Moldavie en queue avec un indice de 35. L'indice de la Biélorussie est de 75, celui de la Russie de 55, celui de l'Ukraine de 37. L'évolution de l'investissement est préoccupante : en Russie par rapport à l'indice 100 en 1990 ; il se retrouve à 20 en 1998.

De lourdes conséquences sociales

Le chômage a fortement évolué et ne s'est pas résorbé. Dans les PECO le taux de chômage est passé de 8,7% en 1991 à 13,8% en 1993 et après une faible diminution a remonté à 12,2% en 1998. Dans les Etats baltes il a cru à peu près régulièrement en montant de 2,1% en 1992 à 7,3% en 1998. Dans la CEI il passe les mêmes années de 2,7% à 8,5%, la situation se détériorant plus en Russie en grimpant de 4,7% à 12,4%.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation. La dislocation de l'URSS a bouleversé les courants d'échanges qui s'étaient établis entre les diverses républiques. Les autres pays du CAEM ont perdu des débouchés avec la dissolution de celui-ci. Les afflux de produits occidentaux ont concurrencé les productions locales. Des secteurs de base tels que la sidérurgie et les charbonnage ont connu une diminution sensible car ils n'intéressent pas les investisseurs étrangers de même que beaucoup d'entreprises jugées non rentables. Les thérapies de choc ont fortement réduit le pouvoir d'achat des populations et comprimé le marché interne.

Le 17 août 1998, le gouvernement russe a annoncé qu'il ne pourrait plus assurer le remboursement de sa dette à court terme (1). Cette crise, pour partie contrecoup de la crise asiatique, est due aussi à la crise des finances publiques avec l'incapacité de faire rentrer les recettes fiscales et à la baisse, pendant les premières années et jusqu'à une période récente, des cours mondiaux du pétrole. Le choc fut rude sur les autres pays de la CEI qui ont été contraints de déprécier leurs monnaies et ses répercussions se sont fait

sentir sur la croissance des PECO. Les pays balkaniques et danubiens ont eu de plus à subir les conséquences de l'intervention de l'OTAN en République fédérale de Yougoslavie. Déjà la guerre du Golfe et l'embargo de l'Irak avait frappé les pays qui tels la Bulgarie s'approvisionnaient en pétrole irakien. La guerre du Kosovo n'a pas seulement causé des destructions en République fédérale de Yougoslavie mais elle a eu des conséquences indirectes sur les républiques issues de l'ex-Yougoslavie et sur l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie. Le commerce extérieur de ces pays, qu'il s'agisse des importations ou des exportations a été bouleversé. La destruction de plusieurs ponts sur le Danube a interrompu la navigation sur ce fleuve. Les transports routiers et ferroviaires à travers l'ex-Yougoslavie ont eux-mêmes été entravés, obligeant à des détours coûteux en temps et en argent. La pollution par le cyanure de la Tisza et du Danube provoquée par une société mixte australo- roumaine va encore aggraver la situation de ces pays.

Ces éléments ont rajouté à la misère des populations. Le « coût social » de la transition est en effet dramatique. Sans revenir sur les diminutions sensibles de revenus qui ont atteint toutes les couches de la population (sauf évidemment les nouveaux riches) et plus particulièrement les retraités, les fonctionnaires, les militaires, les chômeurs, d'autres indicateurs plus globaux révèlent l'ampleur du désastre accompli.

Le rapport mondial sur le développement humain 1999 de la PNUD indique qu'en 1989 environ 14 millions d'habitants des pays de l'Est européen vivaient avec des revenus équivalents à moins de quatre dollars par jour. En 1996, leur nombre est de 147 millions et a encore augmenté depuis. Les inégalités se sont fortement aggravées : en Russie la part des revenus des 20% les plus riches est 11 fois supérieure à celle des 20% les plus pauvres. De 1989 à 1996, la part du revenu liée au salaire est passée de 74% à 55% (ce qui est à rapprocher de la chute du PIB). En 1996, l'espérance de vie des hommes se situe à 60 ans après avoir diminué de plus de 4 ans par rapport à 1989.

D'après le rapport du PNUD, 500 000 femmes d'Europe de l'Est et de la CEI ont été amenées contre leur gré en Europe occidentale pour être prostituées. L'Europe de l'Est est durement touchée par la remontée rapide de la tuberculose qui, fait plus grave, atteint le plus souvent les hommes et les femmes jeunes alors qu'en Europe occidentale la tuberculose – lorsqu'elle se maintient – est devenue surtout une maladie de personnes âgées. Le SIDA prend des proportions alarmantes avec le développement de la prostitution et de la toxicomanie en l'absence de politique de santé publique et devant la carence des systèmes sanitaires. L'UNICEF dans ses rapports annuels souligne la dégradation des conditions matérielles de vie des enfants. En Pologne, 60% des enfants souffrent de malnutrition.

Le salut dans l'Union européenne ?

Les théories de la transition du plan au marché n'ont plus la faveur des premières années de la décennie quatre-vingt-dix, car les objectifs fixés n'ont été que médiocrement réalisés. L'ampleur de la récession était inattendue et la libéralisation a rencontré plus de difficultés que prévu. Le passage au capitalisme s'est opéré dans des rapports de domination qui sont eux- mêmes un frein au développement économique et social des pays de l'Est.

Les économies de ces pays sont tombées sous la dépendance des organismes internationaux qui s'efforcent de leur dicter leur loi. Le rétablissement du capitalisme s'est opéré par leur démantèlement. Des secteurs et des entreprises reprennent un certain essor lorsque, selon les critères des multinationales ils sont jugées rentables, mais ils en deviennent alors le plus souvent des appendices. D'autres secteurs sont en voie de délabrement et d'abandon. Investir dans la sidérurgie ou les charbonnages alors que ces secteurs ont fait l'objet de restructurations difficiles en Occident ne peut être le fait des multinationales et le FMI, la Banque Mondiale ou la BERD n'accordent leur

Tableau 2 : Taux de croissance annuel du produit intérieur brut dans les économies en transition (1990-1998)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Bulgarie	-9,1	-11,7	-7,3	-1,5	1,8	2,1	-10,1	-6,9	3,0
Hongrie	-3,3	-11,9	-3,0	-0,8	2,9	1,5	1,3	4,4	5,0
Pologne	-11,6	-7,0	2,6	3,8	5,2	7,0	6,1	6,9	4,8
République tchèque	-1,2	-14,2	-6,4	-0,9	2,6	4,8	3,9	1,0	-2,7
Roumanie	-8,2	-12,9	-8,8	1,5	3,9	7,1	3,9	-6,6	-7,3
Estonie	-8,1	-10,0	-14,1	-8,6	-2,7	2,9	4,0	11,4	4,2
Lettonie	2,7	-10,4	-34,9	-14,9	0,6	-1,6	3,3	6,5	4,0
Lituanie	-6,9	-13,1	-39,3	-30,4	1,0	3,0	4,7	6,1	4,5
Biélorussie	-3,2	-1,2	-9,6	-10,6	-12,6	-10,0	2,8	10,4	8,3
Russie	-2,0	-12,8	-14,5	-8,7	-12,7	-4,2	-3,5	0,8	-4,6
Ukraine	-3,6	-11,6	-13,7	-14,1	-22,9	-11,8	-10,0	-3,2	-1,7

Source : Commission économique pour l'Europe, Nations Unies

Tableau 3 : Evolution du taux de chômage dans les économies en transition, 1990-1998 (en pourcentage de la population active)

	1990	1992	1994	1996	1998
Bulgarie	1,8	15,6	12,8	12,5	12,2
Hongrie	1,7	12,3	10,9	10,5	9,1
Pologne	6,5	14,3	16,0	13,2	10,4
République tchèque	0,7	2,6	3,2	3,5	7,5
Roumanie	1,3	8,2	10,9	6,3	10,3
Estonie		1,6	5,1	5,6	5,1
Lettonie		2,3	6,5	7,2	9,2
Lituanie		3,6	4,5	6,2	6,9
Biélorussie		0,5	2,1	4,0	2,3
Russie		4,7	7,5	10,0	12,4
Ukraine		0,3	0,3	1,5	4,3

Source : Commission économique pour l'Europe, Nations Unies



La Hongrie elle-même subit les conséquences de la guerre du Kosovo.

aide qu'avec, comme objectif, leur liquidation.

Les Etats-Unis pour affermir leur leadership ne peuvent vouloir une économie russe puissante et solide. En Russie la désindustrialisation affecte de nombreuses régions. L'industrie se concentre sur l'industrie des ressources naturelles et les exportations sont de plus en plus constituées par le pétrole, le gaz et plus accessoirement par les minerais et les métaux. Les industries de transformation tendent à s'effacer car celles-ci supportent le plus la crise de l'investissement public qui sauf exceptions n'est guère relayé par les investissements étrangers. La recherche scientifique, faute de crédits, végète et des dizaines de milliers de chercheurs ont quitté la Russie, tandis que d'autres ont abandonné la recherche pour se lancer dans les affaires.

Les PECO pensent résoudre leurs problèmes par l'entrée dans l'Union européenne. Ils considèrent que l'adhésion à l'OTAN est l'antichambre de l'Union européenne et ce faisant aggravent leurs difficultés budgétaires car l'OTAN leur impose de renouveler leur matériel militaire. Le sommet d'Helsinki de la mi-décembre 1999 vient de décider d'engager des négociations avec la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie et la Slovaquie ce qu'elle avait déjà commencé à faire avec l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie. Les conditions draconiennes qui seront imposées aux candidats ne peuvent qu'alourdir encore le coût social. ■

Tableau 4 : Investissement direct étranger dans quelques pays (1)

(en millions de dollars)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Albanie	8	32	45	65	89	97	42	45	94
Bulgarie	56	42	40	105	82	100	497	364	1 000
République tchèque	–	983	552	749	2 526	1 388	1 275	2 500	2 000
Lettonie	–	43	51	155	244	376	515	200	300
Pologne	117	284	580	542	1 134	2 768	3 041	6 600	6 500
Slovénie	41	113	111	131	170	178	295	154	300
PECO et Etats baltes	1 800	3 154	4 185	3 833	9 675	8 140	9 309	16 083	15 244
Géorgie	–	–	–	8	6	54	189	219	116
Kazakhstan	–	–	473	635	964	1 137	1 320	1 300	1 000
Russie	–	–	–	539	1 710	1 700	3 752	1 100	1 000
Ukraine	–	200	200	100	400	526	600	700	600
CEi	–	226	871	1 568	3 783	4 511	7 647	5 088	4 726

(1) Flux nets enregistrés dans la balance des paiements. Les chiffres de 1998 sont sont des estimations et ceux de 1999 des prévisions.

Source : FMI, banques centrales et estimations BERD

1. Sur la crise russe voir l'article de Serge Leyrac : « Russie : l'urgence d'une aide internationale efficace » dans le numéro de septembre-octobre 1998 d'*Economie et Politique.*

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERELOWITCH (Alexis), RADVANYI (Jean).– *Les 100 portes de la Russie : de l'URSS à la CEI, les convulsions d'un géant.* Les éditions de l'atelier, 1999.

SAPIR (Jacques).– *Le chaos russe.* Editions La Découverte, 1996.

SAPIR (Jacques).– *Le krach russe.* Editions La Découverte, 1998.

MAGNIN (Eric).– *Les transformations économiques en Europe de l'Est depuis 1989,* Dunod 1999.

Le Courrier des pays de l'Est : « l'Europe centrale et orientale dix ans plus tard », n° 444, novembre 1999.`

Le Courrier des pays de l'Est : « les pays de la CEI en 1998-1999 sous le choc de la crise russe », n° 439, avril-mai 1999.

Problèmes économiques : 1989-1999. A l'Est, quoi de nouveau ? n° 2.638.2639, 3-10 novembre 1999.

SAMARY (Catherine).– « A l'Est une transition vers l'inconnu ». *Le Monde diplomatique*, novembre 1999.

LAVIGNE (Marie).– « La libéralisation se révèle un semi-échec ». Interview au *Monde*, 9 novembre 1999.

Dossier : « 10 ans après la chute du mur, mythes et réalités de la transition à l'Est ». in *Mouvements* n° 6, novembre-décembre 1999.